

L'INSUBORDINATION RADICALE DE L'AUTONOMIE ITALIENNE

À PROPOS DE

Marcello Tari,
Autonomie! Italie,
les années 1970,
trad. É. Dobenesque,
Paris, La Fabrique, 2011,
320 p., 16 €.

* **Roberto Nigro** enseigne la philosophie à l'École des Beaux-Arts de Zurich (ZHDK) et est directeur de programme au Collège international de philosophie. Il a récemment publié, en collaboration avec Isabell Lorey et Gerald Raunig, *Inventionen. Zur Aktualisierung Poststrukturalistischer Theorie*, vol. 1 et 2 (Diaphanes Verlag, 2011 et 2012) et *Michel Foucault, Introduction to Kant's Anthropology* (Semiotext(e), 2008).

«Une fois prononcé, le mot «crise» pénètre partout et agit comme la justification solennelle préalable à toutes les mesures économiques et politiques odieuses qui broient la vie des gens.»

L'Italie a connu dans les années 1970 un mouvement d'insubordination sociale d'une ampleur et d'une intensité exceptionnelles: partout les formes de la domination et du commandement se trouvaient radicalement contestées, alors même qu'était déployée à l'échelle de la planète une contre-insurrection visant à contenir et à défaire les contestations multiformes du système capitaliste. Dans *Autonomie! Italie, les années 1970*, Marcello Tari s'efforce de faire résonner pour les lecteurs francophones le bruit et la fureur d'un moment politique dont les échos sont aujourd'hui à la fois lointains et très présents. Par **ROBERTO NIGRO***

«**L'**occupation de Mirafiori ne devra rien à personne, ni aux syndicats, ni au Parti communiste italien, ni aux groupes extra-parlementaires: tous furent pris par surprise et ne purent que se demander comment une telle organisation de la lutte, aussi invisible fût-elle, n'avait pas été prévue ou perçue dans son ampleur par leurs stratèges» (p. 23).

Nous sommes en mars 1973, dans la plus grande usine d'Italie. Une organisation autonome des luttes a déclenché une attaque gigantesque contre la production. Les jeunes ouvriers, le nouveau prolétariat social, les fils d'immigrés du sud de l'Italie ou piémontais *ne veulent plus être ouvriers*; ils veulent vivre, ils veulent satisfaire leurs besoins! Il ne s'agit plus de libérer le travail, mais bien de *lutter contre le travail*. Voilà le point de départ de l'enquête menée par Marcello Tari: non pas 1968, ni l'*autunno caldo* 1969, mais l'occupation de l'usine Fiat de Mirafiori en 1973, pour expliquer le devenir autonome du prolétariat social.

Le livre de Tari, publié en France avant même qu'il ne paraisse en Italie, porte un titre et un sous-titre qui laissent peu de doutes quant à l'objet de l'enquête. Le lecteur avisé identifiera immédiatement ce dont il est question, tandis que celles et ceux qui ne s'intéressent pas à l'histoire italienne croiront ne pouvoir tirer aucun enseignement d'un sujet si particulier. Ce serait pourtant une erreur. Car parmi les qualités de ce livre, il en est une de premier ordre: Tari transforme un sujet à première vue circonscrit à une région et à une époque bien délimitées en moment de l'histoire mondiale contemporaine, dont la portée ne s'est pas encore épuisée. À travers des événements au premier abord plutôt modestes, il nous fait voir quelque chose de plus grand, comme si ces événements débordaient leurs confins historiques et géographiques, comme s'ils excédaient le vécu de leurs acteurs. C'est que cette histoire *italienne* déborde en effet largement le cadre de l'Italie, et que l'Italie, telle qu'elle est saisie dans ces pages, est partie prenante d'un «devenir-monde».

Le contexte: ingouvernabilité des sociétés et contre-insurrection mondiale

On s'en aperçoit dès les premières pages consacrées à la crise. Un sujet d'une brûlante actualité,

dira-t-on. «*En 1973, à New York, le banquier David Rockefeller fondait la Commission Trilatérale. [...] Son premier rapport s'intitule The Crisis of Democracy: Report on the Governability of Democracies. [...] Ce qui préoccupait les têtes d'œuf du capitalisme états-unien, c'était l'ingouvernabilité croissante des sociétés occidentales, assaillies ces années-là par une conflictualité ouvrière organique mais aussi par une multitude de Noirs, de femmes, d'étudiants, de fous, de minorités sexuelles et autres; le rapport concluait logiquement qu'il fallait mettre fin d'urgence à un désordre qui résultait d'ailleurs, selon eux, d'un excès de démocratie. Crise de la démocratie signifiait naturellement crise du commandement et crise des profits*» (p. 9).

Dans le discours contemporain, on emploie de moins en moins le mot de commandement. Mais il ne faut pas se tromper sur l'usage qu'en fait ici l'auteur: lorsque Tari parle de commandement capitaliste, il ne songe pas à un pouvoir «totalitaire» qui s'emparerait de toute la société et la dominerait d'en haut. Il faut entendre le mot commandement en un sens très marxien, à savoir ce sur quoi repose le rapport capitaliste. Alors les mots qui suivent s'éclairent d'un jour nouveau: «*«La crise» est un dispositif épistémologique à effet immédiat utilisé par le commandement capitaliste dans les moments de forte tension sociale pour produire les conditions de sa reproductibilité, et dont les journalistes et les intellectuels se servent volontiers pour éviter de nommer autre chose. [...] De fait, une fois prononcé, le mot «crise» pénètre partout et agit comme la justification solennelle préalable à toutes les mesures économiques et politiques odieuses qui broient la vie des gens. Toute «crise» doit être suivie d'une «reprise», qui, à son tour, sert à préparer la prochaine crise. [...] Michel Foucault disait que l'utilisation du mot «crise», martelé à chaque tournant capitaliste, marquait avant tout l'incapacité des intellectuels à comprendre le présent et que s'il avait une force journalistique incontestable, sa nullité théorique et stratégique était tout aussi certaine*» (p. 10-11).

Si, d'une part, Tari conteste ici l'emploi du mot crise en tant que passe-partout qui n'explique pas

grand-chose («*le capitalisme est toujours en état de «crise»*»), d'autre part il remarque que la prétendue crise de la démocratie est révélatrice de l'explosion ou de l'émergence sauvage des potentialités subversives des comportements individuels et sociaux. La crise indique une modification de la relation entre des forces antagonistes, la possibilité de renverser un rapport, voire même de le détruire. La crise indique «*un maillage dense d'affrontements, de guérillas, de sabotages, d'existences incompatibles formant une armée invisible qui ronge la domination*» (p. 12). C'est dans ce paysage d'affrontement global que s'inscrit l'histoire du début des années 1970, lorsque le commandement capitaliste mena une contre-insurrection pour «*faire payer la crise économique aux ouvriers, vaincre la guérilla rampante, repousser les minorités dans leurs retranchements, détruire physiquement les militants révolutionnaires, renfermer les Noirs et les pauvres dans les ghettos, décharger tout le poids de la croissance sur les pays du tiers-monde, anéantir le désir de révolution partout où il se manifestait*» (p. 12).

Tarì inscrit donc d'entrée de jeu l'histoire italienne dans un mouvement global qui traverse l'Occident capitaliste : «*Il faut bien avoir en tête cette donnée historique : l'autonomie italienne est un mouvement révolutionnaire qui naît dans un contexte d'attaque capitaliste, au sein d'un processus de contre-insurrection mondiale, et le fait que pendant quelques années, dans l'un des pays les plus industrialisés du monde, elle soit parvenue à renverser cette donnée est l'une des raisons de son actualité comme de la fascination qu'elle continue à exercer sur les nouvelles générations*» (p. 12-13).

Certes, on pourrait s'interroger sur le bien-fondé épistémologique et méthodologique du fait de relier des événements et des expériences si différents les uns des autres dans un seul et unique mouvement global. Mais la réponse est à chercher dans la trame théorique qui traverse la proposition du livre. Tarì étudie la parabole du mouvement autonome italien de 1973 à 1977 et montre à quel point il a bouleversé les comportements politiques et les formes de vie du nord au sud de l'Italie ; d'autre part sa description acquiert sa pleine signification en tant qu'analyse du processus dynamique de constitution d'une nouvelle subjectivité.

Une ou des autonomie(s) ?

L'Autonomie n'est pas le nom d'une organisation politique, mais un ensemble d'expériences très variées, éventuellement reliées les unes aux autres par la voie commune de la lutte contre le travail salarié et contre l'État : «*Il faudrait toujours se référer aux autonomies : autonomie des ouvriers, autonomie des étudiants, autonomie des femmes, autonomie des homosexuels, autonomie des enfants, autonomie des prisonniers, autonomie de quiconque aurait choisi, partant de ses contradictions, la voie de la lutte contre le travail et contre l'État*» (p. 53).

Les années 1970 ont marqué une étape nouvelle dans le déploiement de la lutte des classes. Autonomie fut le nom d'une véritable césure révolutionnaire, d'un moment où l'insubordination sociale s'est révélée irréductible à la valorisation capitaliste, la lutte pour les besoins illimités montrant à quel point la *vie* était devenue l'enjeu de la politique moderne : «*Autonomie signifiait donc aussi autonomie des territoires, des lieux, des espaces. C'était un autre monde, oui, tout autre que les places désertifiées et hypersurveillées des métropoles européennes d'aujourd'hui*» (p. 79).

Le prolétariat social, une catégorie politique

La reconstruction minutieuse que propose Tarì des groupes de l'extrême gauche autonome, de leur constitution et dissolution sur fond de luttes sociales et politiques intenses, de l'émergence d'un «*archipel*» autonome qui configure et invente de nouveaux modes et styles de vie, est celui de la constitution d'un prolétariat social comme sujet politique autour duquel tourne la césure révolutionnaire. Toutefois le prolétariat social – ou, comme disaient plus précisément les théoriciens de l'Autonomie, «*l'ouvrier social*» – n'est pas une catégorie sociologique permettant de témoigner des changements survenus dans la structure productive. Le prolétariat social est avant tout une notion politique, une réalité qui se constitue dans et par les luttes sociales qu'il anime. Ainsi, lorsqu'on parle d'Autonomie, on ne se situe pas sur le plan d'une expérience de représentation politique, mais sur celui d'un processus collectif qui tend à libérer la vie là où elle a été «*emprisonnée*». C'est pourquoi ce processus, qui vise à libérer la vie des forces qui l'attristent, est sans fin.

L'Autonomie désigne alors un communisme «*impur*», hétérodoxe, hérétique par rapport à la tradition communiste majoritaire du xx^e siècle. Il s'agit d'un communisme qui ne partage à peu près rien avec les projets politiques des partis aussi bien socialistes que communistes. Dans l'histoire du capitalisme du xx^e siècle, l'Autonomie révèle l'émergence d'un «*autre mouvement ouvrier*», qui n'est pas le mouvement «*officiel*» représenté par les syndicats et les partis communistes, mais celui composé de précaires, de migrants, de femmes, d'homosexuels, d'exclus, soit, en un mot, l'ouvrier social ou le prolétariat social. Mais ici un malentendu doit être évité : l'Autonomie n'est pas le parti du prolétariat social, l'Autonomie ne *représente* pas l'ouvrier social : d'où, une fois de plus, son étrangeté à l'histoire du communisme «*officiel*». L'Autonomie est plutôt la forme politique à travers laquelle le prolétariat social manifeste son existence et émerge politiquement. Le mot «*Autonomie*» indique la pratique politique de réappropriation des espaces vitaux, de création de nouveaux espaces de liberté exercée directement par le prolétariat social.

«*Il faut bien avoir en tête cette donnée historique : l'autonomie italienne est un mouvement révolutionnaire qui naît dans un contexte d'attaque capitaliste, au sein d'un processus de contre-insurrection mondiale.*»

L'affrontement
qui traverse alors
la société italienne
est une petite guerre
civile qui s'infiltré dans
la vie quotidienne,
qui érode le système
de l'intérieur.

L'autre mouvement ouvrier

Mais s'il désigne une expérience historique précise, le mot autonomie, pris dans son acception plus large, doit résonner avec celui d'« autre mouvement ouvrier », élaboré à la fin des années 1970 par le théoricien allemand Karl-Heinz Roth pour nommer l'expérience du mouvement qui, de l'anarchisme allemand de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux expériences autonomes du XX^e, s'est entièrement séparé de la voie social-démocrate et socialiste des luttes et du développement.

Dans le sillage de cette analyse, le philosophe italien Nicola Massimo De Feo, disparu il y a dix ans, a inventé une formule (au premier abord un peu douteuse) pour qualifier ce mouvement : *autonomie du négatif*. L'expression implique que le négatif se radicalise dans son autonomie jusqu'à devenir puissance absolue, pouvoir instituant sur lequel repose la transformation de l'existant. Le négatif est le moment de la rupture révolutionnaire, négativité sans réserve, absolue, selon une acception qu'on trouve également chez Georges Bataille. D'entrée de jeu, le concept d'autonomie du négatif a une portée antidialectique et antihégélienne, car cette négativité absolue dont parle De Feo ne participe d'aucun mouvement dialectique ni d'aucune *Aufhebung*. Sur le plan philosophique, elle exprime l'antagonisme irréductible ; sur le plan politique, l'impossibilité de tout projet de réforme et de développement social-démocrate.

De l'usine à la ville, du parti de Mirafiori aux mille groupes en multiplication, de l'ouvrier social au féminisme et à l'homosexualité, le livre de Tari

retrace l'histoire d'une génération qui a déclenché, dans les métropoles, des luttes et des formes de résistance qui ont configuré une nouvelle esthétique de l'existence : un militantisme intérieur au monde, contre *ce* monde, pour un autre monde possible, sans que cela signifie placer ses espoirs dans une « alternative socialiste ».

L'affrontement qui traverse alors la société italienne est une petite guerre civile qui s'infiltré dans la vie quotidienne, qui érode le système de l'intérieur : hégémonie du bloc ouvrier signifie dissémination des comportements autonomes, refus du travail salarié, refus du commandement, de la hiérarchie à tous les niveaux de la société. Ce ne sont plus uniquement ou plus du tout les formes classiques de la grève ouvrière qui l'emportent, mais les formes de la subversion sociale, de la désertion des lieux de travail (absentéisme), du rejet de toute médiation politique. L'ouvrier social, qui fait un avec l'Autonomie, se constitue dans l'immédiateté des luttes et se caractérise *politiquement* par une « capacité de sentir ensemble qui, seule, permet à une collectivité d'affronter le caractère intolérable de ce pouvoir ennemi qui vit hors de nous et en nous » (p. 95).

Années autonomes ou années de plomb ?

De cette « orgie sociale » qui produit de nouvelles formes d'existence, qui bâtit petit à petit de nouveaux modes d'être ensemble, Tari nous livre une image aux antipodes des sombres accents avec lesquels on décrit d'habitude cette réalité sociale insurrectionnelle. On appelle cette période les

EXTRAIT EXTENSION DES ZONES LIBÉRÉES

C'est dans ce contexte que se produit le déplacement du paradigme des luttes autonomes, qui commencera à fonctionner comme une machine de guerre en prolifération : de l'autonomie des ouvriers à l'autonomie diffuse.

Le fait est que, le 9 avril, à Mirafiori, le patron cède à de nombreuses revendications et le nouveau contrat des métallurgistes est signé. Le gouvernement démissionne et les syndicats se disent satisfaits mais les ouvriers, *bizarrement*, continuent à approfondir leur séparation menaçante.

Pour l'heure, l'usine est aux mains des rebelles. Comme partout, dans beaucoup d'usines italiennes, une sorte de contre-économie commence à accompagner les contre-conduites des ouvriers. Un autonome qui travaillait à l'usine Alfa Romeo de Milan m'a parlé

d'une cantine illégale, organisée par les autonomes à l'intérieur de l'usine, et que les dirigeants eux-mêmes aimaient bien fréquenter, puisqu'on y mangeait beaucoup mieux que dans la cantine officielle, sans parler de la convivialité qui y régnait. Dans la ville commencent à apparaître les « marchés rouges », où l'on peut acheter des articles à des prix beaucoup plus bas que ceux des circuits de distribution normaux, à quoi les autonomes ajoutent bientôt la pratique de l'appropriation directe des marchandises. Il en est de même pour l'occupation des maisons et des premiers lieux des réunions de jeunes, dans les villes comme dans les villages de province. C'était aussi cela l'extranéité, l'organisation autonome de la vie à partir des besoins les plus élémentaires, pas si élémentaires du reste : manger, habiter

quelque part, faire l'amour, rire, fumer, se parler, profiter de la vie en somme, *gratuitement* et sur un « mode communiste ». Lutte pour le pouvoir ne voulait plus dire, comme chez les classiques, lutte pour s'emparer de la machine étatique mais extension des zones libérées où pouvait naître une forme de vie communiste : contre l'État, sans transitions socialistes, sans délégations à personne, sans renoncer à rien sur le plan de la satisfaction *commune* des besoins. En ce sens, malgré les efforts notables de beaucoup pour lui trouver une légitimité, au niveau de l'organisation des luttes métropolitaines il n'y avait pas de place pour le marxisme-léninisme.

Marcello Tari, *Autonomie ! Italie, les années 1970*, trad. E. Dobenesque, Paris, La Fabrique, 2011, p. 27-28.

«années de plomb» pour en réduire la complexité et criminaliser les comportements d'un prolétariat social diffus dans les villes: «années de plomb» pour faire résonner la note sombre d'un devenir qu'il fallait noyer dans l'angoisse de l'être-pour-la-mort; «années de plomb» pour faire tomber un rideau de fer sur un phénomène riche en événements et en contradictions. L'auteur ne nous livre pas pour autant une histoire empreinte d'une sorte de gaieté béate. Tout au contraire, il montre dès le départ les contradictions, les luttes, les incompréhensions, les divisions qui traversaient ce monde et ces expériences.

Un des protagonistes de cette «saison de luttes» souligne très bien ces aspects: «Je sais que dans l'élargissement des espaces de pouvoir qui s'est produit, un grand nombre de personnes s'agitent de façon désordonnée, sans idées claires et sans buts unanimes, en faisant les choses les plus diverses et, parfois, la guerre, en mélangeant les rôles et les hiérarchies établies, en se risquant et en payant de leur personne dans la liberté nouvelle qu'ils ont conquise» (p. 45). Ce sont les mots de Lucio Castellano, un autonome lié à la revue *Metropoli*, capturé avec des centaines d'autres camarades lors de l'enquête dite du «7 avril», en 1979. Il se présenta devant le juge en lui adressant ces mots significatifs: «Vous êtes convaincu que le monde est fait de maîtres et de serviteurs, et que ces derniers sont rarement en mesure de faire de réels dégâts: vous êtes convaincu que la question du pouvoir se pose toujours dans les termes shakespeariens d'une guerre entre consanguins. Ces choses que vous m'imputez font partie de votre culture, non

de la mienne. Je nie avoir constitué l'organisation dont vous parlez non parce que j'ai peur de vous, M. Gallucci, mais parce que j'aurais peur d'une telle organisation. L'image que vous cherchez à donner de moi m'est odieuse» (p. 45).

Tarì met en évidence, entre autres, qu'il est «intéressant de constater que l'État s'est d'abord occupé de détruire l'Autonomie, entre 1979 et 1980, et qu'il ne s'est lancé qu'ensuite dans la bataille purement militaire contre les BR [Brigades Rouges]. L'État et le capital ont toujours compris que le vrai «ennemi constitutionnel» était dans la subversion généralisée dont l'Autonomie était la forme d'organisation la plus redoutable. Des milliers de militants furent poursuivis et emprisonnés, des centaines contraints à l'exil et quelques-uns assassinés. Mais surtout, la contre-insurrection condamna des dizaines de milliers de camarades à une sorte de clandestinité dans la société qui fut souvent traversée par l'héroïne, la folie, la mort, et la trahison. Un exil dans le monde, une traversée du désert, une diaspora qui devint une expérience de masse» (p. 302).

Qu'une flèche a été lancée par le mouvement autonome des années 1970, qu'un jour peut-être elle sera recueillie, c'est là certainement la principale leçon d'*Autonomie!* Mais sans doute ne s'agira-t-il pas alors de la répétition du même – et ce document important que Marcello Tarì nous a livré avec tant de soin témoignera de l'éternel retour de la différence.

«L'État s'est d'abord occupé de détruire l'Autonomie, entre 1979 et 1980, et il ne s'est lancé qu'ensuite dans la bataille purement militaire contre les Brigades Rouges.»

 entremonde

www.entremonde.net

